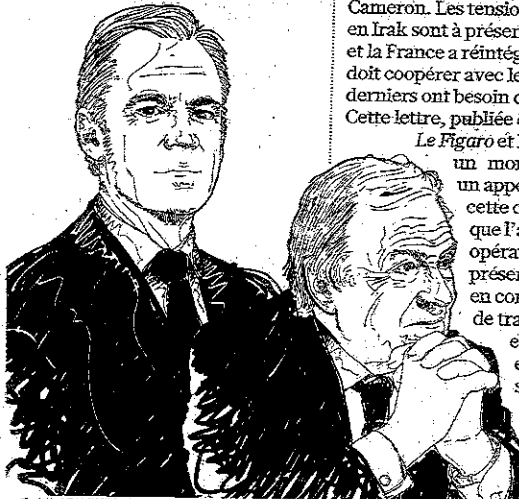


Roland Rudd
et Claude Bébéar

Alors que le premier ministre britannique rencontre Nicolas Sarkozy, le président de Business for New Europe*, le fondateur du club de réflexion de l'Institut Montaigne et d'autres signataires** appellent les deux pays à se rapprocher.



Roland Rudd et Claude Bébéar

Pour une plus grande coopération militaire entre la France et la Grande-Bretagne

Alors que les gouvernements français et britanniques cherchent à maintenir leurs capacités militaires dans un contexte de restrictions budgétaires sans précédent, il est normal et même essentiel qu'une plus grande coopération en matière de défense soit à l'ordre du jour du sommet d'aujourd'hui entre le président Sarkozy et le premier ministre Cameron. Les tensions de la guerre en Irak sont à présent derrière nous et la France a réintégré l'Otan. L'Europe doit coopérer avec les États-Unis et ces derniers ont besoin d'un partenaire fort. Cette lettre, publiée conjointement par *Le Figaro* et le *Daily Telegraph* à un moment charnière, est un appel pour faire avancer cette coopération. Dès lors que l'autonomie opérationnelle est préservée, la mise en commun de moyens de transport stratégique et de ravitaillement en vol, et de leur soutien, apparaît comme une première mesure pragmatique générant des économies.

Les discussions récentes autour d'une utilisation par les Britanniques des installations françaises destinées à l'entretien des têtes nucléaires en ont surpris plus d'un. Ce serait pourtant un premier pas audacieux et pertinent vers une plus grande coopération.

Depuis le traité d'interdiction complète des essais nucléaires de

Coopérer sur la maintenance des têtes nucléaires constituerait une première étape essentielle vers une force de dissuasion mutualisée

1996, nos deux pays se sont interdits de procéder à des essais nucléaires destinés à tester nos nouvelles têtes. Alors que la France a investi 544 millions d'euros en 2009 dans son programme de simulation, le Royaume-Uni ne s'est pas doté de tels moyens. Ce dernier peut maintenant choisir soit d'investir lui aussi les sommes nécessaires, et donc de réinventer la roue, soit de travailler avec son voisin français. Coopérer sur la maintenance des têtes nucléaires constituerait une première étape essentielle vers une force de dissuasion mutualisée.

Douze ans après un autre sommet franco-britannique sur le même sujet,

et au vu des progrès limités réalisés depuis, nous nous trouvons aujourd'hui confrontés à un paradoxe fâcheux : nous ne sommes plus capables de nous offrir les capacités militaires que nous ne pouvons pas nous permettre de perdre. Le projet britannique de remplacement du missile Trident est extrêmement coûteux, mais, dans ce monde incertain, il est important de conserver une force

nucléaire. La coopération franco-britannique est à l'évidence une solution au problème posé et présente des avantages que nous ne pouvons pas ignorer. Il en va de la sécurité future de la France, du Royaume-Uni et de l'Europe.

* Coalition indépendante de chefs d'entreprise, qui soutient un débat constructif sur l'Europe au Royaume-Uni.

** Richard Branson, président de Virgin Group ; Tim Cross, Général ; Richard Dearlove, chef des services secrets britanniques (MI6) de 1999 à 2004 ;

Étienne de Durand, chercheur directeur du centre des études de sécurité, Ifri ; Charles Grant, directeur du Centre for European Reform ; John Grant, représentant permanent auprès de l'Union européenne de 2003 à 2007 ; Lord Guthrie of Craigiebank, chef d'état-major des armées britanniques de 1997 à 2001 ; Stephen Haseler, directeur du Global Policy Institute ; François Heisbourg, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique ; Lord Michael Jay, chef du service diplomatique britannique de 2002 à 2006 ; Mark Leonard, directeur du Conseil européen des relations étrangères ; Karine Lisbonne de Vergeron, chercheur au Global Policy Institute de Londres ; Peter Luff, président du Mouvement européen ; Lord MacLennan of Rogart, porte-parole des libéraux-démocrates au Cabinet Office ; Lord Marshall of Knightsbridge, président de Nomura International ; Dominique Moïst, professeur au collège d'Europe et à l'université Harvard ; Contre-amiral (2S) Michel Picard, commandant de la division Forces nucléaires de l'état-major des armées de 1998 à 2000 ; Vice-amiral (2S) Patrice Puy-Montbrun, conseiller auprès de la société Astrium ; Mike Rake, président de British Telecom ; John Stevens, président d'Europachannel ; Bruno Tertrais, chercheur permanent à la Fondation pour la recherche stratégique ; Lord West of Spithead, chef d'état-major de la marine de 2002 à 2006.